	PAGE
Le fait que la partie qui prend l'enfant est d'une croyance religieuse différente de celle du père, ne constitue pas une raison suffisante pour déclarer un tel contrat nul.	
Il n'y a pas nécessité d'une preuve par écrit d'un tel contrat, quand la question est soulevée par un bref d' <i>Habeas Corpus</i> , en vertu du C. P. C. art. 1048.	87
PRESCRIPTION :— La prescription de deux ans pour le rachat de terres vendues pour taxes et autres impositions municipales, en vertu de la 27 ^e Victoria, chapitre neuf, court à compter de l'adjudication, et non de l'acte de vente.	
Cette prescription ne court qu'en faveur de l'adjudicataire, et non en faveur des corporations qui provoquent la vente, et qui sont toujours tenues après comme avant les deux années subséquentes à l'adjudication, des dommages résultant de ventes faites illégalement.	
Dans l'espèce, les corporations seront seules condamnées aux dommages et intérêts, et l'adjudicataire sera maintenu dans son adjudication, pour des raisons spéciales provenant des parties en cette cause; mais si la vente d'un immeuble, pour charges municipales, a été faite irrégulièrement, illégalement et sans droit par la corporation, l'adjudication sera annulée, après comme avant les deux ans de sa date, et à l'encontre de l'adjudicataire comme de la corporation.	750
— Les souscriptions au <i>Fonds Social</i> d'une corporation publique, comme une compagnie de chemin de fer, ne sont pas prescriptibles par six ans à compter de l'échéance de chaque appel de fonds; la prescription sexennale ne s'appliquant qu'aux contrats d'une nature commerciale, et l'engagement de payer des parts souscrites n'étant pas d'une nature commerciale.	589
— La prescription court contre une créance hypothécaire en faveur d'un acquéreur, quoique celui-ci connaît l'existence de cette hypothèque enregistrée, lors de son acquisition; à moins que l'acquéreur ne se soit chargé de la payer.	606
PRÊTRE CATHOLIQUE :— Le prêtre catholique qui célèbre un mariage, agit comme officier ou fonctionnaire remplissant un devoir public; et comme tel, il a droit à un avis d'un mois, avant d'être poursuivi en dommages, pour avoir marié un mineur, sans le consentement de ses parents.	150
PREUVE :— La preuve qu'un inspecteur a juridiction et qualité pour agir comme tel, lorsque la qualité est née, ne peut se faire que par la production d'un extrait des registres de la municipalité, constatant que sa nomination a été légalement faite; et la preuve verbale qu'il est reconnu et qu'il agit, comme tel, est insuffisante.	158
PROCURER, ad litem :— <i>Vide CAUTION judicatum solvi.</i>	
PROHIBITION, BREF DE :— Un corps municipal qui a le droit d'émaner des warrants de saisie pour le paiement des taxes et cotisations dues à la municipalité, est un tribunal inférieur à qui un bref de prohibition peut être adressé lorsqu'il excède sa juridiction.	